

millions, qui n'était pas un crédit de guerre, mais seulement un subside du département de la Marine.

Quand le crédit de guerre était en discussion mon honorable ami a demandé au premier ministre si une partie quelconque de ce crédit serait employée en constructions maritimes. Le premier ministre répondit: "Oui", et mon honorable ami continua son discours, mais ce que je désire rendre absolument clair, ainsi que je l'ai fait l'autre jour, c'est que quand ce crédit de 30 millions dans le budget de la marine était en discussion, si mon honorable ami eût eu alors les mêmes vues que maintenant il aurait dû s'opposer à ce crédit de 30 millions, mais il ne l'a pas fait. Quels que soient les arguments dont il ait pu se servir il y a un instant, les débats sont là pour prouver ce que je viens de dire, à savoir que j'ai eu l'appui de mon honorable ami pour ce programme de constructions maritimes à venir jusqu'à la présente session. Mon honorable ami croit devoir discerner que l'opinion publique est maintenant hostile à la nationalisation. Je ne veux pas faire perdre du temps à ce comité, ainsi que mes honorables amis de la gauche l'ont fait en nous lisant des extraits de journaux venant de toutes les parties du pays, mais chaque fois que ces messieurs nous ont lu un article de rédaction dirigé contre le Gouvernement j'aurais pu leur en lire une douzaine qui nous sont favorables.

M. CAHILL: Pourquoi ne l'avez-vous pas fait?

L'hon. M. BALLANTYNE: Je ne voulais pas gaspiller tant de temps. Je suis très heureux que ces messieurs s'opposent au programme de constructions maritimes du Gouvernement, car en règle générale mes honorables amis se trouvent toujours être du mauvais côté de l'opinion publique.

M. CASGRAIN: C'est ce qui vous arrivera aux prochaines élections.

L'hon. M. BALLANTYNE: Et je les remercie pour leur opposition à l'un des programmes les plus populaires qui aient jamais été introduits et poursuivis par un gouvernement.

M. CASGRAIN: L'honorable ministre se trompe.

L'hon. M. BALLANTYNE: Mon honorable ami a parlé l'autre soir durant des heures et des heures, et je crois qu'il devrait me permettre de continuer mes observations sans m'interrompre.

M. RINFRET: Pourvu que le ministre s'adresse au président de la Chambre.

[L'hon. M. Ballantyne.]

L'hon. M. BALLANTYNE: Mon honorable ami de Maisonneuve (l'hon. M. Lemieux) a parlé de certains financiers de Montréal qu'il sait et que je sais être opposés au régime de la nationalisation. Voilà des années qu'ils le sont, et il n'y a pas à s'étonner que le président de la banque de Montréal ou le président de toute autre banque expriment un avis contraire à ce régime.

Ces honorables messieurs et en particulier mon honorable ami de Saint-Jacques de Montréal, prennent grand plaisir à citer la *Gazette*, de Montréal mais je remarque que mon honorable ami ne nous a jamais parlé des grands journaux de langue française de Montréal. La *Presse*, avec une circulation de 140,000 n'a eu que des éloges pour le programme de constructions maritimes du Gouvernement. C'est la même chose pour la *Patrie*. Quand mes honorables amis auront l'occasion d'aller dans les circonscriptions qu'ils représentent en cette Chambre, surtout mes amis de la province de Québec et des Provinces maritimes, ils constateront qu'il y a une opinion publique très prononcée en faveur de la marine marchande de l'Etat. Vous pouvez être très sûre de cela. Je le répète, ces honorables messieurs prennent généralement le mauvais côté sur ces questions publiques, et par conséquent je ne me soucie pas beaucoup de l'opposition énergique qu'ils manifestent pour ce crédit.

Il y a parfois des choses bien risibles dans la vie publique. Mes honorables amis se sont efforcés délibérément l'autre soir de mettre obstacle à l'adoption de cet article. Eh, bien, nous avons le droit d'avoir notre propre opinion sur ce point-là. Le député de Queen's (I.P.-E.) a siégé en silence l'autre soir avec ses braves collègues de la gauche depuis neuf heures et demie jusqu'au lendemain après-midi à quatre heures, et cependant il vient nous dire maintenant que le ministre ne lui a pas donné l'occasion d'exprimer son avis sur le programme de constructions de l'Etat. C'est pourquoi il croit devoir se lever ce soir pour manifester son opposition à ce programme. Je suis surpris de la conduite de ces honorables messieurs. On les a tellement empêchés de continuer la discussion que mon jeune ami de Charlevoix (M. Casgrain), le représentant de Saint-Jacques (M. Rinfret), et l'honorable représentant de Pontiac (M. Cahill), on dû prononcer une douzaine de discours. Et à mesure que les heures de la nuit s'écoulaient et que nous en arrivions à l'aurore, je pouvais voir que ces jeunes gens abandonnaient l'un après l'autre la partie.

M. CAHILL: Pas du tout.